

# LA NATION

## journal vaudois



Fondée en 1931, la Nation est le journal bimensuel de la Ligue vaudoise, mouvement politique hors partis voué au bien commun du Pays de Vaud.

Le numéro: 3 fr. 50. Abonnement annuel: 80 francs; gymnasiens, apprentis et étudiants: 30 francs; payable au compte de chèques postaux 10-4772-4

## Consternation chez les réformateurs scolaires

L'avenir professionnel des élèves de la Voie Secondaire à Options (VSO) est sombre, car les patrons ne désirent pas les engager. C'est du moins ce qu'affirme publiquement Mme la conseillère d'Etat Anne-Catherine Lyon, qui en tire un argument majeur pour la suppression de cette voie.

En réalité, septante-cinq pour cent des entreprises vaudoises emploient actuellement un ou plusieurs apprentis provenant de la VSO. Ce chiffre inattendu ressort d'une enquête conduite auprès de cinquante patrons par l'institut M.I.S. Trend sur mandat du Centre Patronal. L'ouvrage consacré à cette enquête vient d'être publié<sup>1</sup>.

La «cheffe» du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture l'ignorait donc. Cette incurie est la deuxième révélation de l'enquête. Comment peut-on prétendre conduire une politique scolaire alors qu'on ne sait même pas ce qui attend les élèves qui sortent de l'école? Cela dépasse l'entendement.

Mais bon, le Centre Patronal a fait le travail et il semble que Mme Lyon devrait lui en être reconnaissante. Elle devrait même exulter, elle qui a déclaré publiquement que le sort des élèves de la VSO l'empêchait de dormir. En fait, Mme Lyon est consternée.

Son interview par 24 heures<sup>2</sup> dévoile l'ambiance qui règne aujourd'hui dans les milieux de la réforme scolaire. Mme Lyon s'y révèle désespérée, recroquevillée sur elle-même, agrippée à son contre-projet comme un naufragé à une bouée crevée. Tout ce qu'elle a pu dire à la journaliste pour défendre son contre-projet est qu'il prévoit d'introduire des niveaux et d'augmenter le temps scolaire. Un peu léger

pour justifier le bouleversement (un de plus) du système scolaire!

Quant à la suppression de la VSO, également prévue par le contre-projet, Mme Lyon, balayant le rapport du Centre Patronal d'un revers de la main, la justifie ainsi: «L'immense majorité des jeunes qui n'ont pu trouver directement une place de formation vient de VSO. En clair, il leur est beaucoup plus difficile de trouver directement une place.» Le terme d'«immense majorité» est, inconsciemment ou non, manipulateur. Celui qui lit un peu rapidement garde le sentiment que c'est l'immense majorité des élèves de la VSO qui ne trouvent pas d'apprentissage. En fait, la plus grande partie de ceux-ci obtiennent une place, tout de suite ou après une année de formation complémentaire. Au final donc, ce que Mme Lyon dit vraiment, c'est que l'immense majorité de ceux qui n'ont pas trouvé d'apprentissage immédiatement sortent de la VSO. Ce n'est pas tout à fait la même chose.

De toute façon, l'argument est fallacieux. La VSO étant la voie spécifique qui mène aux apprentissages, il est assez normal que les jeunes qui ne trouvent pas d'apprentissage viennent principalement de cette voie! C'est comme si je proposais qu'on supprime la faculté de droit parce que l'«immense majorité» des juristes au chômage en sortent!

Faisant flèche de tout bois, Mme Lyon croit voir une «parfaite contradiction» dans le fait que les patrons tout à la fois engagent des élèves sortant de la VSO et critiquent cette même VSO. En réalité, on est sur deux plans différents. Les patrons engagent en fonction de l'attitude générale du candidat et de son désir d'acquiescer une

bonne formation. Cela ne les empêche pas de constater, comme ils le répètent depuis longtemps aux chefs sourds et aveugles qui se succèdent au Département, que les compétences de lecture, d'écriture, de calcul et de compréhension des élèves qui sortent de la VSO sont gravement insuffisantes. C'en est au point que les patrons, ainsi que les écoles professionnelles, s'efforcent de compenser ces manques en ajoutant à la formation professionnelle proprement dite des éléments d'enseignement élémentaire. Ils limitent les dégâts, mais on nous accordera que ce n'est pas une bonne répartition du travail.

Les penseurs de la réforme scolaire font passer leur théorie avant les faits – d'où sans doute leur méconnaissance des réalités révélées par l'ouvrage du Centre Patronal. Dans leur théorie, le principe de l'école unique joue un rôle central. C'est l'angle sous lequel ils considèrent la VSO. Que cette voie ait des défauts, personne ne

le nie. Mais n'en aurait-elle aucun que ça ne changerait rien pour les réformateurs. C'est son existence même qui est un défaut inacceptable à leurs yeux. C'est à l'existence de plusieurs filières qu'ils en ont.

Leurs attaques visant la prétendue impasse de la VSO ont pour seul but d'émouvoir la population et d'obtenir qu'elle rejette le système des trois filières tel qu'il existe ou tel qu'«Ecole 2010» propose de l'aménager.

Cela explique la triste mine de Mme Lyon face à l'enquête du Centre Patronal. Ce qui est une bonne nouvelle pour les élèves et les enseignants de la VSO est une très mauvaise nouvelle pour elle: son contre-projet perd son principal argument.

OLIVIER DELACRÉTAZ

<sup>1</sup> «Réformer n'est pas jouer», *Etudes et Enquêtes* n° 41 du Centre Patronal, rédigé et publié par Sophie Paschoud.

<sup>2</sup> 24 heures du jeudi 25 novembre dernier.

## L'année Guisan

Ce n'est pas sans fierté qu'il est permis de jeter un coup d'œil en arrière sur ce que l'on pourrait appeler «l'année Guisan».

Affirmer que les figures tutélaires sont une nécessité pour l'inconscient collectif d'une communauté et dire que le général Guisan leur appartient n'est pas faire preuve d'une sentimentalité douceâtre ou d'un début de ramollissement cérébral. C'est une vérité qui dérange certains – tant mieux! – mais que le peuple, dans sa grande majorité, accepte et même, attend. Alors que les circonstances, les mœurs, les rapports sociaux évoluent si rapidement, il est au contraire du devoir, à ceux qui en ont la charge et la responsabilité, de rappeler le rôle qu'elles ont joué et comment la collectivité s'est construite en s'identifiant à elles.

Dès lors, la commémoration de la mort du Général, survenue il y a cinquante ans, était plus que justifiée, elle était nécessaire. Les volontés se sont unies dans l'esprit, très helvétique, du système de milice dans un savant dosage de représentants de l'armée et d'autorités religieuses et civiles pour concevoir deux pôles d'activités différentes. Le premier a été la journée officielle du 12 avril 2010, qui coïncidait, jour pour jour, avec les obsèques de 1960. Commencée aux aurores par une salve de coups de canon tirée dans la propriété de Verte-Rive, elle s'est poursuivie au cimetière de Pully où plusieurs discours et un dépôt de gerbes ont marqué cette cérémonie du souvenir, puis par le vernissage, à Verte-Rive encore, d'une exposition consacrée au Commandant de notre armée de 1939 à 1945. C'était ensuite à la cathédrale de Lausanne, cœur du Pays de Vaud, d'abriter la cérémonie religieuse œcuménique, avec des discours de représentants de la famille,

des autorités cantonales et fédérales, encadrés par une partie musicale des orgues du sanctuaire et de la fanfare d'armée. Cette journée, riche de signification, s'est terminée par une prise d'arme dans le parc de Verte-Rive. Un DVD donne un excellent reflet de ses différents moments.<sup>1</sup>

Le second pôle est représenté par l'activité d'édition. L'ouvrage de Jean-Jacques Langendorf et Pierre Streit, *Le Général Guisan et l'esprit de résistance*<sup>2</sup> en a été l'événement principal. Replaçant Guisan dans son contexte, le comparant aux personnalités qui ont su affirmer, dans les moments les plus critiques de l'histoire, leur refus du totalitarisme et démontrant la nécessité inéluctable du Réduit face à la puissance des armes d'attaque, le livre a été un succès flatteur et réjouissant de librairie.

Quant à la réédition de *PC du Général*, précédé d'*Aller et retour*, de Bernard Barbey<sup>3</sup>, avec une introduction de Jean-Jacques Langendorf et une postface de Pierre Streit, elle était très attendue, car ce document de première main, sous la plume d'un écrivain de grande classe, nous fait vivre, au jour le jour, la vie quotidienne de l'état-major particulier du Général. A ne pas manquer.

Ce bref aperçu démontre que, malgré les années et les oublis – involontaires? – de nos programmes scolaires en matière d'histoire nationale, la présence du Général Guisan demeure et qu'il est bon de la perpétuer.

JEAN-JACQUES RAPIN

<sup>1</sup> *Général Guisan – 1960-2010, 50<sup>e</sup> anniversaire*, DVD aux Editions Cabédita, Rte des Montagnes 13 1145 Bière (info@cabedita.ch)

<sup>2</sup> *Le Général Guisan et l'esprit de résistance*, Editions Cabédita, 2010

<sup>3</sup> *PC du Général, Journal du chef de l'état-major particulier du Général Guisan*, Editions Cabédita, 2010

## Le comptage des manifestants

Le *Canard enchaîné* n'est pas particulièrement marqué à droite. Les extraits de l'article «Histoire de comptes», paru dans le numéro 4695 du 20 octobre dernier, n'en sont que plus intéressants.

[...] Additionner les chiffres de la police et ceux des organisateurs puis diviser par deux... Durant des décennies, la France des manif a tourné selon cette étonnante formule arithmétique. Avec de petites variations régionales: plus les manifestations se tiennent dans le Sud, plus les compteurs s'affolent: quand les écarts vont de un à quatre ou de un à six dans la capitale, ils atteignent fréquemment un à dix, voire un à douze à Bordeaux ou à Marseille.

Et puis, patatras! pour en avoir le cœur net, plusieurs médias ont décidé, ces derniers jours, de dégainer à leur tour les calembrets ou de faire appel à des sociétés spécialisées. Verdict (contestable lui aussi): tous ont trouvé des chiffres légèrement inférieurs à ceux de la police. Le site «Mediapart» a ainsi dénombré 76000 manifestants à Paris le 12 octobre et «France-Soir» en a compté

80000 quand la police en trouvait 89000 et les syndicats 330000. A Marseille, la télé locale a annoncé 18000 participants le même jour, contre 24000 pour la police et 230000 côté syndicats.

Un reportage du «Petit Journal» de Canal Plus (13/10) a montré un truculent expert en comptage de FO-Marseille en pleine action. Et que je te compte un paquet de 100 manifestants quand dix personnes passent devant la caméra! Et que je t'invente des trottoirs pleins de participants! Et quand son homologue de la CGT lui annonce à mi-voix un premier total de «400», le militant de FO se tourne vers le journaliste et lance sans ciller: «Il a dit 1000!».

[...] L'inflation des chiffres est une drogue dure dont il est très difficile de décrocher. Comme les estimations sont toujours comparées à celles des manifestations précédentes, aucun syndicaliste n'ose annoncer des chiffres plus proches de la réalité mais en baisse vertigineuse par rapport au passé. [...]

Réd.

## Une nouvelle appréhension des droits de l'homme

Pierre Manent, philosophe et enseignant dans des universités française et américaine, vient d'écrire deux ouvrages de philosophie politique: *Le regard politique*, et *Les métamorphoses de la cité*, publiés cette année. Invité à une émission de «Répliques», il présente ses réflexions et répond aux questions et aux remarques souvent admiratives d'Alain Finkielkraut.

Le sujet qui le préoccupe, c'est celui de la «différence moderne»: dans tous les domaines, intellectuels, pratiques, techniques, des lettres et des arts, les hommes aujourd'hui, de façon presque universelle, s'affichent «modernes», sans être au clair sur ce que cela veut dire; de même il y a des «anti-modernes» qui n'ont pas plus de clarté sur leurs prétentions. Qu'est-ce qui fait qu'à un certain moment de l'histoire, les hommes se sont engagés, de manière très générale, dans une direction entièrement nouvelle, dont ils ne savaient pas où elle les menait? La réflexion sur la différence entre les modernes (depuis les XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles pour fixer une date) et ceux qui vécut avant eux, apparut peu à peu à l'auteur comme une question insoluble en ce sens qu'en séparant l'histoire humaine en ces deux moments différents, on ne peut pas trouver une vision, une perspective commune à l'humanité, capable de l'envisager dans son entier, dans son unité.

Première question: l'effet ultime de la philosophie moderne n'est-il pas de nous séparer de la nature, et d'abord de notre nature? C'est ce que dénoncent d'autres philosophes et bien des théologiens. Et doit-on tenir compte, chez l'auteur, d'un réflexe affectif anti-moderne, le même que partage et avoue Finkielkraut?

Une des graves antinomies que dénonce Pierre Manent, c'est l'attitude à l'égard de la mort: les Anciens voulaient vaincre la mort par la gloire; les Modernes la combattent par la médecine, donc en prolongeant simplement les conditions de ce monde. L'idée est apparue avec Descartes et Bacon. Le danger, c'est la démesure de cet espoir placé dans la médecine, la conception que les Modernes prétendent «naturelle» d'une nature totalement irréelle, munie de caractères qu'elle n'a visiblement pas. Ils l'affirment si fort que les Anti-modernes finissent par penser que les Modernes ont la capacité de réussir leurs projets. L'auteur prend acte de cette ambition présente, considérant que le retour aux Anciens est une mesure de sagesse et de modération d'esprit.

On peut lui objecter que le projet a des formes plus modestes, offrant seulement, non pas de transformer la nature, mais de soulager les douleurs et les peines de l'humanité, ce qui est bien légitime. Mais alors, ce faisant, on évite les vrais et grands problèmes, qui touchent tout le monde. On ajoute de la

vie à la vie, mais on ne sait pas ce qu'est la mort, on écarte son idée, on la contourne seulement. Notre tâche est de réfléchir à l'ensemble des conditions de la vie humaine, sachant au surplus que nous sommes héritiers d'un passé fait des couches successives de la gloire païenne, de la conscience chrétienne et des droits modernes. Et cet héritage vit en nous, même si nous n'en sommes pas conscients. Nous avons des similitudes de vie, surtout politiques, avec les anciens (Grecs); notre vie est partiellement conditionnée par l'espace public et ses lois; c'est l'aspect visible de notre personne; l'espace invisible, la référence à la conscience, au jugement de Dieu, est apparu avec le christianisme. Ainsi, le changement de paradigme est conçu comme une réponse à ce qui manque au précédent: la conscience par rapport à la conception païenne, les remèdes modernes par rapport au paradigme chrétien. Le «cas de conscience» chez nos contemporains fait référence à la conscience chrétienne, la gloire et les prestiges de la politique à la mentalité antique.

L'idée d'une nation une et indivisible, fut conçue en France, à la Révolution, comme un moyen de réalisation le plus parfait possible de l'humanité en l'homme, apportant la fraternité, la liberté, et surtout l'égalité qui les rend possibles. Or, on voit aujourd'hui qu'en étendant l'idée d'égalité entre tous au-delà des nationalités, on aboutit à une situation qui est la négation du nationalisme d'où l'on est parti. C'est ici que se marque aussi une rupture d'un héritage plus récent.

Mais il y a un fossé plus grand: que ce soit pour les Grecs comme pour les chrétiens, l'humanité en l'homme se fait, et n'est pas donnée d'emblée; ce qui est donné d'emblée, c'est l'espèce, l'espèce humaine commune à tous. La réalisation de l'humanité en l'homme se fait, pour les Grecs dans le cadre de la cité, pour les chrétiens, c'est dans le cadre d'une autre société et dans d'autres conditions, dans l'Eglise. Pour les Modernes, l'humanité n'est pas une tâche à effectuer, c'est une chose à constater, à constater dans un sentiment, et donc dans une passivité. Autrement dit, cette unité n'est pas à construire dans une communauté, ce qui est le propre des Anciens et des chrétiens, mais elle existe déjà, et les frontières des communautés, au lieu d'être comme autrefois des agents et des protecteurs de la tâche d'humanisation, sont au contraire des obstacles. Cela explique l'horreur que manifestent les Modernes d'aujourd'hui envers les nations, les églises, toutes les formes de rassemblements organiques. Nous récusons toutes les médiations instituées entre les hommes. Sans elles, l'homme, pensons-nous, rencontrerait immédiatement l'homme son semblable. Mais les choses ne se présentent pas ainsi; si c'était le cas, toutes les créations sociales qui ont aidé l'homme à se faire et à se perfectionner seraient détruites, et les résultats de la civilisation, des civilisations, disparaîtraient de notre monde.

Mais, ne reste-t-il pas quelque chose de l'espoir, du projet «nationaliste» de l'Occident? Ce qui est frappant, répond Pierre Manent c'est la perte de confiance des Européens dans un effort et un projet commun. Les réalisations politiques actuelles sont d'ailleurs opposées à la restauration d'un cadre propice. Il y a une confian-

ce incompréhensible dans les organisations démocratiques actuelles et le pouvoir qu'on leur prête de se gouverner elles-mêmes. C'est une illusion propre à l'Europe; elle n'est pas partagée par les Etats-Unis, ni la Chine, et encore moins par tous les Etats islamiques. C'est l'illusion d'un statut apolitique, imaginant que des Etats puissent créer une civilisation sans que les hommes soient astreints à se gouverner eux-mêmes. Il y a une confiance délirante dans les régimes démocratiques. L'Europe se conduit comme s'il n'y avait rien en-dehors d'elle; alors que nous vivons dans un monde qui appartient à tous, et non à nous seuls, comme on pouvait le croire dans les siècles passés. Nous pourrions être réveillés un jour durement par la puissance inattendue de certains voisins. Nous ne savons pas ce qu'est ni ce que doit devenir l'Europe; nous ne connaissons même pas ses limites; il n'y a aucun accord sur celles-ci; et si nous ne sommes pas capables de fixer nos limites, ce sont d'autres qui le feront, et peut-être pas selon nos désirs.

C'est la religion de l'humanité qui nous empêche de fixer nos limites. Pour elle, la limite signifie une séparation, donc un jugement sur l'autre, ce qui est politiquement incorrect. Cependant, et cela est bien montré dans *Les métamorphoses de la cité*, le «politiquement correct» est une attitude qui nous condamne à un refus de la distinction à faire entre les êtres et les choses; parler de la «civilisation européenne» est assimilé à un mépris pour autrui; et nous devenons aveugles, croyant avoir supprimé tous les murs existants, à l'égard de ceux qui subsistent ou se créent à notre insu. Les attentats du 11 septembre sont en réalité un mur bien plus important que celui de Berlin. C'est très précisément la religion de l'humanité qui nous empêche de voir ce qui arrive; notre «devoir d'humanité» nous interdit de voir ce que nous ne devons pas voir.

Une chose frappante aujourd'hui, c'est l'horreur que ressentent nos contemporains pour les frontières. Passer une frontière, pour moi, dit Pierre Manent, c'est au contraire un plaisir, le plaisir de la nouveauté. Pourquoi tracer une frontière entre deux pays serait-il une offense ou un mépris à l'égard d'un voisin? Celui qui est l'ennemi, ce n'est pas celui qui respecte la frontière, c'est celui qui la franchit. Bien établir une frontière pour que chacun puisse vivre et se développer à sa manière, c'est une marque de civilisation. Or, notre refus de la limite avec les autres revient à un réflexe colonial, réflexe qui nous fait nous considérer comme tellement supérieurs aux autres que

mettre une barrière entre eux et nous serait affirmer notre supériorité, notre mépris pour les autres. Mais, si nous nous séparons des autres, les autres se séparent aussi de nous, et par conséquent, nous sommes égaux de part et d'autre de la frontière.

Mais comment concilier la notion de nature humaine, c'est-à-dire une similitude des hommes entre eux, avec la différence énorme, voire infranchissable, des civilisations les unes par rapport aux autres?

Précisément, nous dit Pierre Manent, la nature humaine a une telle amplitude que l'homme n'atteint pas sa plénitude comme un animal développe son corps; l'homme ne peut pas être passif dans son développement, en acceptant ce qui se passe; il doit se gouverner lui-même. Il y a une multiplicité de régimes politiques, soit une multiplicité de façons d'atteindre à une maturité humaine, une multitude d'oppositions d'Etat à Etat, par conséquent de guerres possibles. Mais il n'y a pas seulement sur le plan social ou politique que les collectivités s'opposent; les humains ont d'autres sujets de le faire. Il existe un grand principe de diversité, lié lui aussi à la grande amplitude de la nature humaine: l'humanité vit quelque chose de plus grand qu'elle, qu'elle appelle Dieu, le dieu, la divinité ou que sais-je? L'humanité se réalise dans une grande diversité de formes, et ce qu'il faut ajouter, c'est que ces formes sont très fortes; on ne les abandonne pas facilement; elles marquent toute une collectivité, et sur la durée; la diversité peut engendrer des antagonismes, des incompréhensions et des conflits. Mais on ne peut pas supprimer ces différences entre les hommes, supprimer les conflits (même s'il faut les éviter dans toute la mesure du possible), ce serait supprimer le propre de l'humanité, supprimer la possibilité pour l'homme de se réaliser. C'est pourquoi il faut accorder une très grande importance à la conversion. La conversion, qui n'est pas nécessairement religieuse, marque la mentalité occidentale: elle se caractérise par un changement de direction de l'individu qui, nonobstant cette transformation, reste le même. C'est une des forces de l'Occident, une ressource qui lui permet d'innover, de se renouveler, tout en restant fidèle à soi-même.

On apprend par ses livres que Pierre Manent est issu d'une famille communiste et qu'il s'est converti dans l'Eglise catholique. Avec Alain Finkielkraut, la conversation se termine alors sur une note très personnelle qui n'est pas directement pertinente au thème discuté.

GEORGES PERRIN

### Presse d'opinion

Suite à notre article sur le renouvellement des abonnements, M. Pierre Jeanneret nous écrit pour nous reprocher de n'avoir cité que *Le Pamphlet* et *La Nation* comme journaux d'opinion durables. Il estime que l'hebdomadaire *Gauchebo* est loin d'être une «feuille fugace». Il y a quelque chose à dire: l'hebdomadaire popiste, fondé par Léon Nicole sous le nom de *Voix ouvrière*, qui fut longtemps un quotidien, s'est survécu sous diverses formes, sous le titre de *VO Réalités* dès 1986 puis de *Gauchebo* depuis 1995.

De la lettre de M. Jeanneret, nous re prenons cet extrait: «S'il n'y a ne

fût-ce qu'un seul combat que nous pourrions mener ensemble, malgré toutes les différences qui nous séparent, c'est bien celui de la défense de la presse d'opinion libre, face à une presse dite «d'information» de plus en plus envahissante, racolant trop souvent le lecteur par la mise en valeur de faits divers, de surcroît très dépendante des gros annonceurs, et qui ne contribue guère au débat d'idées.» Pour bien combattre, il faut commencer par ne pas nier les idées et les journaux qui combattent en sens opposé.

Réd.

## LA NATION

Rédacteur responsable:  
Jean-Blaise Rochat

Rédaction et administration:  
Place Grand-Saint-Jean 1  
Case postale 6724, 1002 Lausanne  
Tél. 021 312 19 14 (de 8h - 10h)  
Fax 021 312 67 14

Internet: [www.ligue-vaudoise.ch](http://www.ligue-vaudoise.ch)  
Courriel: [courrier@ligue-vaudoise.ch](mailto:courrier@ligue-vaudoise.ch)

Imprimerie Beck, Lausanne

## Les cantons, laboratoires politiques

### Imiter est plus sain qu'harmoniser

Le débat sur l'initiative de l'UDC pour le renvoi des délinquants étrangers a donné l'occasion à M. le conseiller d'Etat Philippe Leuba de s'exprimer. Nous découvrons ainsi dans les colonnes de *24 heures* que le gouvernement vaudois mène depuis maintenant de nombreuses années une politique migratoire similaire à celle qu'aurait imposée le contre-projet si celui-ci avait été accepté<sup>1</sup>.

Il devient alors légitime de se poser des questions. Comment se fait-il, par exemple, que l'on veuille rajouter une couche constitutionnelle et législative sur un dispositif déjà suffisant? On l'a vu, le contre-projet était centralisateur; et qui plus est inutile. C'est néanmoins là l'occasion de s'intéresser à l'un des mécanismes d'une dynamique centralisatrice que nous dénonçons depuis de nombreuses années.

Le problème s'est déjà présenté à plusieurs reprises. Une solution développée par un canton, considérée comme bonne par de nombreux confédérés, reçoit automatiquement son billet pour la législation fédérale.

Ainsi en a-t-il été pour l'interdiction de la fumée dans les lieux publics, pour laquelle les tâtonnements faits dans les cantons du Tessin, de Vaud et de Genève, entre autres, ont servi à justifier une centralisation de l'interdiction. Aurait-on osé faire le pas si certains cantons n'avaient tâtonné auparavant? Il est permis d'en douter.

Ce cas est intéressant en ce qu'il permet de mettre en avant la façon dont la Confédération peut parfois considérer les cantons comme des laboratoires politiques.

Dans cette affaire, il apparaît assez clairement que la Confédération, constatant que la quasi totalité des Cantons sont d'accord pour légiférer en matière de protection contre le tabagisme passif, et que la plupart l'ont déjà fait, considère comme naturel de centraliser. Les bases constitutionnelles de la Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif sont faibles – uniquement de pré-existantes règles de santé publique. Mais ce réflexe centralisateur n'est

pas celui qu'il faut avoir face à une telle situation. Notamment parce que les cantons qui ne souhaitent pas traiter le problème de cette façon se font brûler la politesse. Qu'en était-il des cantons de Thurgovie, du Jura et de Schwyz<sup>2</sup> lors de l'adoption, sans référendum obligatoire, de l'interdiction de fumer dans les lieux publics? La démarche fédérale a été bien cavalière.

Il faut en effet bien réaliser qu'une imitation horizontale du voisin, plus ou moins exacte – les réalités locales justifieront les différences –, vaut mieux qu'une harmonisation décrétée par le haut. Car celle-ci ne peut être, dans le meilleur des cas, qu'un compromis; et dans le pire, la copie d'un autre système cantonal. Nous nous référerons pour cela à la centralisation des procédures pénales et civiles, à laquelle les cantons étaient globalement favorables, «pour autant que la leur soit prise en exemple», disaient alors certains pour plaisanter. Une plaisanterie assez proche de la réalité lorsque l'on sait que tous les cantons,

romands en particulier, ne sont pas enchantés par la procédure «à la zuricoise» qui a été imposée.

Mais il appartient également à la Confédération de respecter ce type de démarche imitative et de ne pas trouver là un prétexte pour justifier et défendre un transfert vertical de compétences, en justifiant qu'une version centralisée de vingt-six solutions cantonales pourtant presque toutes similaires, sera meilleure car unique. Cela est faux. Face à la diversité de solutions cantonales qui ont leurs raisons et leurs fondements, la solution fédérale ne pourra être qu'imparfaite.

FÉLICIEN MONNIER

<sup>1</sup> Nous renvoyons à l'article de M. Jean-François Cavin dans *La Nation* du 22 octobre 2010 pour ce qui concerne l'initiative de l'UDC.

<sup>2</sup> La *Feuille Fédérale* du 4 septembre 2007 dresse la liste des cantons favorables à des mesures de protection contre le tabagisme passif; Schwyz, Thurgovie et le Jura n'y sont pas.

## Revue de presse

### Mœurs scientifiques

On a été surpris récemment de voir l'IDHEAP (Institut de hautes études en administration publique) décerner des notes médiocres à notre ministre cantonal des finances. Dans une «Lettre ouverte de Jacques Neiryck à Pascal Broulis» (*L'Hebdo* du 18 novembre) l'ancien professeur à l'EPFL réconforte notre conseiller d'Etat victime, selon lui, de «machinations à prétentions scientifiques»:

[...] Cela fait partie de cette mode des index de qualité servant à ranger par ordre d'excellence universités, banques, hôpitaux, lignes aériennes ou restaurants. En un tournemain la position d'une institution dans le classement peut passer du pinacle au tréfonds en opérant un choix astucieux des critères quantifiables et en manipulant la pondération des notes partielles. Par ce procédé, n'importe qui peut démontrer n'importe quoi, en prétendant que c'est scientifique, donc objectif et irréfutable.

A titre d'exemple, dans le monde universitaire, le critère d'excellence se

résumait jadis au nombre de publications, ce qui entraîna une inflation monstrueuse de celles-ci: les chercheurs cessèrent de chercher pour devenir des rédacteurs à la chaîne de papiers insignifiants. Dépités, les évaluateurs se braquèrent alors sur le nombre de citations d'un chercheur par les autres: dès lors des réseaux de copains s'organisèrent pour se renvoyer la palme des citations. Cet exemple démontre comment les évalués peuvent battre les évaluateurs en exploitant les manies de ceux-ci, mais aussi et surtout en s'y pliant. [...]

M. Neiryck appartient au sérail et sait de quoi il parle. Cela doit nous rendre prudents: tout ce qui sort des officines universitaires n'est pas parole d'Evangile.

E. J.

### Les guerres du messianisme démocratique

Dans *L'Hebdo* du 18 novembre M. Clément Bürge a interrogé le philosophe bulgare Tzvetan Todorov, directeur de recherche honoraire au CNRS (Centre

national pour la recherche scientifique, à Paris) et auteur d'un grand ouvrage: «Le siècle des totalitarismes». Nous extrayons de cet interview ce que l'auteur nous dit du «messianisme démocratique»:

[...] Aujourd'hui, nous considérons que la démocratie libérale est préférable à tout autre type de régime et que les droits humains sont un ensemble de valeurs qui incarnent le bien. C'est en somme notre évangile laïque. Pour cette raison, nous estimons que nous sommes en droit de les imposer à d'autres pays par la force. Ce comportement rappelle fâcheusement la légitimation donnée aux projets coloniaux du XIX<sup>e</sup> siècle [...].

Au début du siècle passé, Charles Péguy, l'écrivain et poète [...] affirmait ouvertement: «Il y a dans la Déclaration des droits de l'homme de quoi faire la guerre à tout le monde pendant la durée de tout le monde.» Aujourd'hui, nous nous trouvons dans le même schéma de pensée en Afghanistan ou en Irak. L'intervention militaire est bel et bien légitimée par l'apport de la démocratie ou de la défense des droits de l'homme.

Or, ces guerres sont menées en vue du contrôle des ressources pétrolières ou de la maîtrise politique ou militaire de cette région. C'est pour cette raison que l'on monte systématiquement en épingle les cas – tout à fait fréquents – de transgression des droits de l'homme dans ces pays. Ce type de messianisme démocratique est dangereux. [...]

On s'imagine que la disparition du nazisme et du stalinisme a mis fin au totalitarisme. Le «messianisme démocratique» est lui aussi une manifestation de l'esprit totalitaire.

E. J.

### La zone euro en chamade

La galopade effrénée des déficits publics nationaux (que le Traité de Maastricht limitait pourtant à 3%...), les écarts de productivité et d'emploi entre les pays, principalement, gangrènent de proche en proche la zone euro. Cette situation a inspiré une lettre à M. Jean-Vital de Muralt, publiée dans *Le Temps* du 19 novembre dernier:

Les leçons du fiasco grec ne peuvent pas être tirées, l'euro étant une imposture promise à un échec définitif, que tous les efforts de sauvetage ne feront qu'aggraver. L'incapacité congénitale de 27 gouvernements à observer une discipline budgétaire s'ajoute à l'impossibilité de créer précipitamment un gouvernement économique pour 500 millions d'Européens ayant plusieurs milliers de sortes de fromages [...]. La crise monétaire irlandaise rend ainsi une justice immanente pour l'adoption au forceps du Traité de Lisbonne, et le consentement extorqué à l'Irlande [...].

Force sera de revenir à une monnaie commune et non unique, avec des cours pivots ajustables selon les performances des économies nationales, rétablissant la nécessaire souplesse entre des économies si dissemblables qu'elles ne sauraient – hypothétiquement – «converger» qu'après plusieurs générations [...].

L'euro postule que les choses sont ce qu'elles ne sont pas. Son naufrage est certain. Il est souhaitable qu'il ait lieu de manière ordonnée et le plus tôt sera le mieux.

On colle une rustine et ça pète à côté. Il faut changer de chambre à air.

P.-G. B.

Ph. R.

## Un référendum sur le point d'être lancé

«L'économie crée de la pauvreté.» C'est avec cette phrase inique – dont il savait qu'elle serait complaisamment reprise par les médias – que le conseiller d'Etat socialiste Pierre-Yves Maillard avait lancé, il y a un peu plus d'une année, son projet de prestations complémentaires pour les familles (en jargon technique: «PC familles»), prestations dont le financement incomberait aux employeurs, aux employés et aux indépendants, via une cotisation supplémentaire sur les salaires.

Grâce à la mollesse et à l'apathie d'une grande partie des politiciens so-disant «de droite», ce projet a réussi à passer la rampe du Conseil d'Etat, puis du Grand Conseil. On attend d'un jour à l'autre sa publication dans la *Feuille officielle*, qui marquera le début du délai référendaire.

L'économie privée, accompagnée cette fois des partis de droite, récoltera 12'000 signatures afin que le peuple puisse se prononcer sur le «train de mesures de lutte contre la pauvreté» de

M. Maillard. Il sera rappelé notamment:

- que le filet social est déjà très étendu: subsides à l'assurance-maladie, aide au logement, avances sur pensions alimentaires, bourses d'études, allocation de maternité cantonale, revenu d'insertion, aide aux personnes recourant à l'action médico-sociale, aides du Fonds cantonal de la famille, allocations familiales, etc.
- que les prélèvements sur les salaires sont déjà nombreux et lourds. En y ajoutant sans cesse de nouvelles couches, même modestes, on finit par atteindre un niveau insupportable. L'Etat fanfaronne en évoquant continuellement les travailleurs pauvres, mais il omet de préciser que c'est lui-même qui, pour une part importante, les appauvrit.
- que, contrairement aux accusations ressassées par les politiciens de gauche et leurs relais médiatiques,

l'économie privée assume sa responsabilité sociale: la réinsertion professionnelle des handicapés, les fonds de formation professionnelle, les conventions collectives sont autant d'actions substantielles menées avec le soutien, voire à l'instigation des associations économiques.

- que les nouvelles prestations dont il est question visent des situations n'ayant pas de lien de cause à effet avec le monde du travail, et qu'il n'y a dès lors aucune raison d'en imposer le financement à ce dernier.

On aura l'occasion de revenir ultérieurement sur ces divers arguments. En attendant, si la publication de la loi intervient comme prévu ces prochains jours, alors une feuille de signatures sera encartée dans la prochaine édition de *La Nation*. Nous remercions d'ores et déjà les lecteurs d'y faire bon accueil et de répercuter autour d'eux les efforts du comité référendaire.

## La meilleure armée du monde

Nos conseillers fédéraux devraient beaucoup se taire. Or ils parlent sans cesse, trop pressés de lâcher les «petites phrases» que les médias les invitent à prononcer. Ainsi M. Ueli Maurer a-t-il dit vouloir faire de l'armée suisse «la meilleure du monde». Puis il a prétendu que «les systèmes informatiques de l'armée suisse sont de loin les mieux protégés du monde».

Bien qu'ils procèdent d'une intention louable – tout ministre de la défense souhaite améliorer l'instrument dont il hérite –, les propos de M. Maurer paraissent naïfs.

Est-il tout bonnement possible de définir la meilleure armée du monde? Est-ce une armée qui gagne toutes les guerres dans lesquelles un gouvernement l'engage? Une force si redoutable que personne n'ose s'en prendre au pays ou à l'empire qu'elle défend?

Au vu de la seconde définition, on pourrait conclure que notre armée est déjà la meilleure du monde puisque la Suisse n'a pas été envahie depuis plus de deux siècles. Cette prétention est paradoxale voire ridicule car on ne saurait apprécier la valeur d'une armée qui ne se bat pas...

Jusqu'au 11 septembre 2001, le sol américain non plus n'a pas été violé mais, en décembre 1941, les Japonais ont quasiment anéanti la flotte américaine du Pacifique, ce qui équivalait, pour une puissance habituée à dominer les mers, à un désastre sur sa propre terre.

Souvenons-nous qu'on ne peut juger une armée en dehors du contexte où elle opère. Il faut tenir compte de l'économie, des moyens matériels, des ressources en hommes, du moral de l'arrière, de l'affection dont jouit telle ou telle armée dans la population qu'elle protège, des liens plus ou moins cordiaux qu'entretiennent ses chefs avec les autorités civiles, se

demande si celles-ci sauraient tirer profit d'une victoire. La force respectable de son armée et l'envergure de son général n'expliquent pas à elles seules que la Suisse ait été préservée de la Seconde Guerre mondiale.

Quant à notre première définition, on constate qu'aucune armée méritant éventuellement le superlatif de «meilleure du monde» n'a jamais gagné toutes les batailles, loin de là. On a affaire ou bien à une alternance de victoires et de défaites, ou bien à des campagnes commençant de manière tonitruante et s'achevant par des désastres.

Que ce soit à ses débuts ou au faite de sa puissance, l'armée romaine se heurte à des adversaires coriaces: Belges, tribus bretonnes ou germaniques, Carthaginois, Parthes, Juifs. Les divers sacs de Rome, les Fourches Caudines, la Trébie, le lac Trasimène, Cannes, Arausio (Orange), Carrhes, la forêt de Teutoburg («Varus, qu'as-tu fait de mes légions?») et Andrinople représentent des désastres considérables.

Napoléon met l'Europe à genoux en dix ans (malgré Trafalgar), puis c'est l'Espagne, la retraite de Russie et Waterloo.

De surprenants paradoxes surgissent.

L'Allemagne de 1918 perd la guerre, mais son armée n'a pas été vraiment vaincue et s'est repliée en bon ordre. La France a gagné, mais, ayant dû supporter le gros de l'effort, elle sort des combats saignée à blanc et si affaiblie qu'elle subira ensuite échec sur échec (mai 40, l'Indochine, l'Algérie). Les Américains sont les vrais vainqueurs alors qu'ils ne se sont engagés que tardivement.

Ce que veut dire «gagner une guerre» est aussi difficile à cerner que le concept de «meilleure armée du monde».

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, les armées vaincues, l'allemande et la japonaise, étaient les plus valeureuses, même aux yeux de leurs adversaires.

Pour venir à bout des Japonais, les Américains doivent atomiser des dizaines de milliers de civils.

Après des offensives extraordinaires, les Allemands mènent de vigoureux combats défensifs sur deux fronts. Le soldat allemand, combattant au sein de groupes primaires très soudés, est efficace autant dans l'attaque que dans les combats de retraite. Il reste discipliné presque en toutes circonstances, car il est bien commandé par des chefs ayant une grande marge de manœuvre dans l'accomplissement de leur mission. Mais l'adversaire a plus de moyens, en matériel du côté américain, en hommes du côté russe. Les Russes supportent des pertes énormes, les pires de tous les temps (5600 hommes par jour...). A ce propos, le dissident Alexandre Zinoviev dit: «Durant la dernière guerre, les deux meilleures armées du monde étaient celle des Allemands et la nôtre. L'armée allemande était la mieux préparée à tuer, la nôtre la mieux préparée à mourir. Nous avons surpassé les Allemands en capacité. C'est pourquoi nous avons vaincu».<sup>1</sup>

L'URSS ne parviendra pas à digérer sa victoire de 1945. La conjonction des ravages de la guerre et d'une idéologie mortifère a peut-être encore des conséquences aujourd'hui. La Russie pâtit d'un taux de natalité fort bas et se dépeuple.

Dans certaines armées, seule une partie peut revendiquer l'excellence, par exemple la Royal Air Force pour la Grande-Bretagne ou l'US Navy et ses excellents amiraux pour l'Amérique.

Après 1945, l'armée américaine paraissait invincible. Elle a pourtant

perdu au Vietnam et peine en Afghanistan.

Passons pour finir à l'armée israélienne. Tsahal a passé longtemps et à bon droit, notamment auprès de nos experts, pour la meilleure armée du monde.

Ce fut le cas jusqu'en 1982. La nation et l'armée étaient unies. Nul n'accédait à une haute charge politique s'il n'avait pas commandé une brigade blindée ou une unité de parachutistes. A partir de l'invasion du Liban, les choses se sont gâtées. Les Israéliens se sont trouvés pris dans une guerre asymétrique, l'Intifada. L'opinion internationale s'est tournée contre Israël. La société civile s'est émancipée, les jeunes Israéliens sont moins attirés par la carrière militaire que la génération des «Sabras». Le coma du général Sharon est comme le symbole d'une baisse de régime.

\* \* \*

M. Maurer ne doit pas vouloir la «meilleure armée du monde», car cette expression, comme nous espérons l'avoir montré, n'est que déclamatoire. Les nombreuses «meilleures armées du monde» de l'histoire ne l'ont été que durant des périodes restreintes et selon des points de vue variés.

Il peut en revanche faire en sorte que l'armée suisse continue d'exister – ce qui n'est pas une mince affaire –, qu'elle reçoive une mission principale claire et quelques objectifs annexes, que les moyens financiers correspondants lui soient alloués, qu'elle se prépare au combat dans un esprit humble et adapté à ce que toute guerre comporte d'épouvantable.

JACQUES PERRIN

<sup>1</sup> Alexandre Zinoviev: *Vivre, la confession d'un robot*, de Fallois 1989.

### Le Requiem de Christian Favre

Il est des requiems contemplatifs; il en est de solennels; d'autres sont empreints de contrition, d'autres d'espérance, d'autres encore sont sereins, voire séraphiques. Le *Requiem* de Christian Favre, composé en hommage à son frère décédé d'une terrible maladie, est tourmenté, torturé par moments. Même les acclamations du *Sanctus* ont quelque chose de terrifiant. L'*Agnus Dei*, qui débute de façon presque caressante, progresse bientôt vers un chromatisme angoissé, puis vers une montée déchirante. Toute l'œuvre baigne dans un climat de souffrance, jusqu'à l'apaisement de la dernière phrase, *Dona eis requiem sempiternam*, qui se termine toutefois, comme la première pièce et comme le *Pie Jesu*, sur un accord de quinte vide, effrayant et vertigineux, à l'instar du *Requiem* de Mozart.

Cette messe des morts du compositeur vaudois a de la grandeur, tant par son inspiration que par son ampleur formelle. Mais sans longueurs: la musique adhère au texte liturgique et va à l'essentiel. Elle est bien proportionnée et fortement contrastée. Les moments intimistes alternent avec les interventions massives du chœur et du grand orchestre. L'auditeur est souvent entraîné dans des crescendos puissants poussés parfois jusqu'au paroxysme, et suivis d'implorations dépouillées. On regrette peut-être que tant d'accents douloureux ne laissent pas s'élever le

chant – celui des solistes en particulier – vers une émotion plus simplement touchante et vers une ligne mélodique qui nous resterait en mémoire. On admire en revanche la manière à la fois directe et savante dont le chœur est traité, ainsi que l'orchestration à la fois riche et transparente; elle donne place aussi bien à un poignant solo de violoncelle qu'à de vigoureux et tragiques *tutti*.

L'exécution impressionnante qui en a été donnée le 24 novembre à la Cathédrale de Lausanne – la première audition vaudoise et la première européenne en version orchestrale intégrale, après la création à Buenos Aires en 2008 – a bénéficié de l'excellence du Chœur Pro Arte, du Chœur de chambre de l'Université de Fribourg et de l'OSR, ainsi que de solistes de rang international, sous la direction magistrale et passionnée de Pascal Mayer. Un enregistrement, en version orchestrale réduite, est d'ores et déjà disponible<sup>1</sup>, avec d'autres interprètes placés sous la direction de Facundo Agudin, qui a créé l'œuvre dans la capitale argentine. On espère entendre à nouveau le *Requiem* de Christian Favre dans peu d'années.

J.-F. CAVIN

<sup>1</sup> S'adresser à DORON music, case postale 343, 1800 Vevey 1, réf.DRC 2008, FRS 28.-.

## Le Coin du Ronchon

### SOS journalistes battus

Les journalistes faisaient pitié à voir, dimanche dernier, alors qu'ils se contorsionnaient de douleur intellectuelle après avoir été battus comme plâtre par le verdict des urnes. Eux qui s'étaient engagés à fond en faveur de l'initiative socialiste qui promettait trompeusement des «impôts équitables», et non moins à fond contre l'initiative de l'UDC pour le renvoi des criminels étrangers, eux qui avaient consacré des semaines de travail, des quantités d'articles, des heures d'antenne et une part non négligeable des redevances de service public à appeler la population à suivre les mots d'ordre du parti socialiste, constataient finalement qu'une majorité du peuple ne les avait pas écoutés. Et ils réalisaient du même coup qu'eux-mêmes ne représentaient guère davantage qu'un pathétique microcosme. Ça doit faire mal.

Heureusement, à défaut d'influencer leurs concitoyens, les journalistes continuent à contrôler leurs confrères. Mais ils ont eu chaud: ces dernières semaines, la *Basler Zeitung* a failli passer en main de gens plutôt proches de la droite conservatrice. L'émotion a été vive. Pensez donc: il aurait pu y avoir en Suisse un quotidien susceptible d'apporter un éclairage différent! C'aurait été méconnaître que, chez nous, la diversité de la presse – en faveur de laquelle la Confédération dépense bon an mal an plusieurs dizaines de millions, en veillant à ce que *La Nation* n'en reçoive

pas un kopek – ne se conçoit que dans l'unité de la doctrine.

Au sein de la profession, on veille donc à faire le ménage. On *expulse les moutons noirs*. Cela n'a sans doute aucun rapport, mais il paraît que M. Fathi Derder, rédacteur en chef de *La Télé Vaud-Fribourg* – dont certains traits de pensée ont parfois été impertinemment égratignés dans *La Nation*, mais qui se distinguait néanmoins de ses confrères du bout du lac en invitant des personnes de tous bords et en les laissant parler sans jouer au procureur –, va quitter son poste. Dans le même temps, la confrérie des journalistes veille à accorder des médailles aux copains les plus conformes. On apprend – mais cela aussi n'a aucun rapport – que le prix Jean Dumur (5000 francs destinés à récompenser le «courage journalistique») a été décerné cette année à Ludovic Rocchi, l'enquêteur nocturne du *Matin*, accessoirement *disc jockey* dans les bas-fonds neuchâtelois. Ses collègues reconnaissants ont signé un article vantant son «intégrité sans faille», son «amour pour le travail bien fait»; un homme «fier, pas le genre à baisser la tête au passage des lauriers, car ses victoires sont d'abord celles de son métier», «véritable pourfendeur des injustices», «une plume aiguisée avec laquelle il soulève les scandales», etc.

La presse est un petit milieu où l'on aime les grands mots.

LE RONCHON